



2 juin : Journée nationale d'actions à la DGFIP

Les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et F.O.-DGFIP, pleinement engagés dans le combat fondamental contre toutes les régressions sociales et pour le retrait de la « loi travail » participeront aux initiatives interprofessionnelles programmées dans les prochains jours.

Ils considèrent que les attaques portées contre la DGFIP relèvent d'une idéologie similaire à celle qui sous-tend la loi travail. La DGFIP, à l'instar d'autres secteurs déjà engagés dans l'action, y compris sur des problématiques qui leur sont propres, ne peut pas rester en dehors de ce combat.

Nos organisations syndicales appellent ainsi les agents de la DGFIP à s'inscrire le 2 juin dans une « journée d'actions et de grèves DGFIP » pour exiger les moyens nécessaires à l'exercice normal des missions de la DGFIP.

Disons STOP à la dégradation des conditions de travail, au manque de reconnaissance des agents, aux suppressions d'emplois et au sacrifice du service public.

La DGFIP a perdu 35 000 emplois depuis 2002 et subit des coupes budgétaires qui nuisent à son bon fonctionnement tout en faisant face à une charge en constante augmentation et à une intensification du travail. Parallèlement, les restructurations s'enchaînent et riment avec déstructurations : aucun agent ni aucune mission n'y échappe (fusions et suppressions de services, réorganisations, etc).

Sourd à ces réalités, le ministère prépare en ce moment le budget de la DGFIP pour 2017 : il devrait une fois de plus prévoir des suppressions d'emplois et une baisse des moyens budgétaires. Au surplus, il devrait instaurer le prélèvement à la source tout en poursuivant une stratégie de service public virtuel fondé sur le « tout numérique » au mépris des besoins réels de la population en termes de contacts « humains » avec les services.

La reconnaissance des agents est au point mort : le nombre de promotions internes s'effondre et les régimes indemnitaires sont gelés... Les agents valent mieux que ça !

Exigeons des moyens et une reconnaissance pour travailler dans de bonnes conditions !

Si combattre la régression sociale passe par le retrait de la « loi travail », à la DGFIP, exigeons :

- En matière d'emplois : le recrutement des listes complémentaires des concours ouverts, l'arrêt des suppressions d'emplois et un plan pluriannuel de recrutements pour renforcer les missions de la DGFIP.
- Un moratoire sur les restructurations et les réorganisations incessantes.
- Pour nos conditions de travail : un plan d'amélioration des conditions de vie au travail, un autre mode de « management » qui ferait du soutien technique une priorité, un véritable plan de prévention des risques psycho-sociaux et le remboursement des frais de missions à la hauteur des sommes engagées afin qu'aucun agent ne paie pour travailler.
- Un plan ambitieux de reconnaissance des qualifications se traduisant par davantage de promotions internes, et une revalorisation des régimes indemnitaires.

Au cours de la semaine à venir, réunissez vous en AG pour décider des revendications et des actions que vous mènerez (sans exclure la grève).

Le 2 juin, participez aux actions (et aux grèves) organisées sur le territoire pour dire STOP à la régression et défendre les moyens d'assurer un service public de qualité !